

1- Repérez toutes les personnes rencontrées en surlignant de couleurs différentes :

- d'où parlent -ils ?
- Qui parle ?

2- Comparez les notes au passage dans l'article. Qu'en concluez-vous ?

3- Repérez tous les indices de modalisation (marques de présence de la journaliste) en utilisant une 3^e couleur.

Retranché au cœur de la mangrove, engourdi de chaleur, à une vingtaine de minutes en bateau de Port Harcourt, le camp numéro 9 des combattants du Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger (MEND) ressemblerait presque à un paisible village de pêcheurs, ne serait-ce ces mitrailleuses postées à l'entrée et ce géant à l'air peu amène qui confisque les portables dès l'arrivée. Derrière lui, des dizaines d'hommes déambulent en treillis élimé, une Kalash ou un RPG jetés sur l'épaule. En cette période de cessez-le-feu, le temps s'étire et les « boys », trompent l'ennui avec un combat de boxe improvisé ou quelques bières, guettant l'apparition du chef retiré dans ses appartements climatisés. Sa sieste terminée, Ataké Tom, qui aime que ses hommes et ses hôtes l'appellent « Daddy », reçoit avec une bouteille de Veuve Clicquot et veille d'emblée à présenter sa lutte comme une version moderne et sympathique de celui de David contre Goliath, des laissés pour compte contre la grosse machine pétrolière. Sa principale revendication : le droit des peuples du Delta à « prendre ce qui leur appartient ». En clair : le pétrole et le gaz enfouis dans les sous-sols, dont le pays tire 90% de ses devises et dont le MEND réclame de 25 à 50% des recettes, selon les jours et les leaders. Une sorte de Robin des Bois de la mangrove qui, à la tête d'un millier d'hommes lourdement armés, dépouillerait les riches compagnies pour redonner aux pauvres. A l'épreuve des faits, l'homme semble cependant avoir une conception toute personnelle de la redistribution...

A Okuypagu, une bourgade à dix minutes en pirogue de Port Harcourt, le chef ne mâche pas ses mots : « Le MEND n'est qu'un groupe de voleurs qui se cache derrière une noble cause pour s'en mettre plein les poches » !

Même amertume chez les autres villageois : « Regardez nos maisons, nos routes et nos écoles, vous pensez que nous avons reçu un seul centime de la part des militants ? » s'agace un vieillard, vétéran de la guerre d'indépendance. Il n'y a guère qu'auprès des élites politisées de Port Harcourt, lassées de voir la manne pétrolière engloutie dans de vastes projets de développement au profit de la capitale, Abudja, que le MEND bénéficie encore d'un certain crédit de sympathie - essentiellement lié à son rôle de trublion. Au très chic club de polo de la ville, le nom de « Daddy » se murmure avec gourmandise, et ses partisans sont prompts à dénoncer les manœuvres du gouvernement pour encourager la confusion entre combattants du MEND et criminels : « Ataké et ses hommes sont devenus les responsables désignés de tous les maux qui affectent la région, tout simplement parce que ce sont les seuls capables de faire bouger les choses ! » estime Annkio, anglo-nigériane responsable d'une ONG locale.

Mais si la guérilla menée par le MEND depuis 2006, à coups de kidnappings de travailleurs occidentaux et d'attaques surprises contre des installations pétrolières, a eu un pouvoir de nuisance certain - faisant chuter d'un tiers la production annuelle de brut du pays - elle n'a jamais débouché sur une solution politique. Et ce, en dépit de la libération en juillet d'un des leaders du MEND, Henry Okah, et de l'offre d'amnistie inconditionnelle pour les militants repentis, accueillie avec circonspection par Ataké Tom et ses hommes qui attendent une médiation internationale pour engager les négociations.

« Si une telle crise dure depuis aussi longtemps, c'est tout simplement parce que personne n'a intérêt à trouver d'issue ! », analyse un observateur qui dénonce tout à la fois la corruption du MEND, des soldats de la Joint Task Force (JTF), l'unité spéciale de l'armée nigérienne, et de certains membres du gouvernement. Un point de vue partagé par de nombreux Nigériens, pour qui ce conflit s'apparente de plus en plus à une vaste magouille dont les intérêts financiers ont supplanté les revendications politiques. Une « guerre civilisée » dont le nombre de victimes depuis 2006 est par ailleurs sans commune mesure avec l'offensive meurtrière menée par l'armée contre les rebelles islamistes dans le nord du

pays en juillet, faisant plus de 700 morts en 5 jours. Les compagnies pétrolières en ont pris leur parti, réduisant au minimum leur personnel expatrié et cherchant la paix dans l'off-shore.

Car s'il est un fait sur lequel s'accordent tous les protagonistes de cette interminable guerre du pétrole, c'est bien la corruption endémique qui gangrène le pays. Tous la dénoncent mais peu l'endossent. Depuis son palais à la richesse tapageuse, l'Oba (Roi) d'Ogbaland, dans l'état du Rivers State, vitupère contre une République bananière qui saigne à blanc ses sujets. Mais sa démonstration pour, balayer les accusations de collusion avec le gouvernement est un peu courte : « Si je percevais des royalties sur les revenus pétroliers en échange de la paix dans mon royaume, vous pensez vraiment que je vivrais dans cette misère ? » Selon plusieurs sources proches du Mend, le système de corruption à grande échelle irait jusqu'à toucher des employés de compagnies pétrolières qui, pris en otages [qui] auraient accepté de prolonger leur captivité en échange de quelques barils ! Si l'information est à prendre avec des pincettes, elle est révélatrice de l'ampleur de ce marché prospère du kidnapping, avec plus de 200 enlèvements réalisés entre 2006 et 2008. Souvent tenu secret, le montant des rançons exigées oscillerait, selon une côte des nationalités bien établie, entre 200 000 dollars pour un Américain, 100 000 pour un Européen et 20 000 pour un Asiatique. Un business juteux qui permet également d'alimenter l'autre sport national : la contrebande de pétrole, qui affecterait 5% de la production nigériane.

Le « bunkering », technique bien rôdée dans la région, consiste à siphonner des oléoducs avec des petits navires à fond plat, les « Cotonou boats » construits sur le modèle des cargos béninois. Une activité strictement encadrée par de puissants groupes armés, qui arrosent à la fois les militants du MEND et les soldats de la JTF pour s'assurer leur double protection. Comme à Opokmaléla, un petit village situé à une cinquantaine de kilomètres de Port Harcourt, où une trentaine d'hommes ont pris possession d'une ancienne installation de Shell. Du matin au soir, ils pataugent, nus, dans une boue noirâtre, pompant des centaines de litres revendus à des acheteurs étrangers par le biais d'intermédiaires, souvent libanais ou nigériens, au prix dérisoire de trois euros le baril ! Si les « bunkering boys » ne sont guère causants, les villageois assurent que cette activité leur rapporte jusqu'à 1500 euros par jour, une petite fortune dans un pays où 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Sohi, lui, ne cache pas que son activité de « facilitateur », qui consiste à mettre en contact ces petits producteurs et les acheteurs potentiels lui rapportent

« plusieurs milliers de dollars par mois » grâce à une plus-value de deux euros réalisée sur chaque baril vendu. « Il faut investir dans une barge pour acheminer le pétrole vers l'Océan et payer les militaires pour qu'ils ferment les yeux. Mais l'opération est plus que rentable », explique cet ancien ingénieur reconverti dans la contrebande. D'autres villageois à Opokmaléla se sont lancés dans la confection de diesel bon marché raffiné artisanalement dans l'un des cinquante « cooking spots » dissimulés dans les méandres de la mangrove.

Les villages qui s'égrènent le long des rives du Delta souvent privés d'électricité et d'eau potable, sont un amas de bicoques en ruine. L'exploitation intensive du pétrole et les fuites fréquentes de pipeline, ont transformé la région en un cauchemar environnemental. Il faut aller à plus de 25 milles des côtes pour trouver des poissons, et encore... » explique un pêcheur d'Okujagu, village où l'on attend avec une colère grandissante l'achèvement d'un projet d'eau potable initié il y a plus de deux ans. A Oloibiri, où fut creusé en 1956 le premier puits de pétrole du Delta, le vieux chef ne décolère pas : « Depuis que la « merde du diable » a jailli pour la première fois sur nos terres, personne n'a jamais pris la peine de nous proposer de compensation pour la destruction de notre environnement. Et pendant ce temps là, on construit des hôtels quatre étoiles et des autoroutes à Abudja ! », la capitale fédérale, devenue pour beaucoup le symbole d'un Etat prédateur. Quant aux travaux financés ça et là par les compagnies pétrolières pour construire une école ou une clinique, ils sont perçus par la population comme une maigre aumône par rapport aux bénéfices engrangés à ses dépens... Parmi ces oubliés de la guerre de l'or noir, pris en tenailles entre un gouvernement qui s'entête à regarder vers le Nord et un mouvement de libération qui a troqué grands idéaux contre pétrodollars, le ressentiment ne cesse de grandir.

3— Les indices de modalisation.

Qu'indiquent-ils sur la fiabilité à accorder aux propos rapportés ? Comment apparaissent les marques de jugement de la journaliste ? Synthèse argumentée : Dans quelle mesure peut-on qualifier ce reportage d'objectif ? de subjectif ?